

BULLETIN D'INFORMATION

TRUMP : J'AI LE DROIT D'EXPULSER LES IMMIGRANTS SANS PROCÈS

Le président américain Donald Trump a déclaré mardi qu'il avait le droit d'expulser des migrants sans procès, suite à une décision de la Cour suprême américaine rendue ce week-end qui a temporairement suspendu l'expulsion de dizaines de Vénézuéliens. Les autorités américaines accusent ces Vénézuéliens d'appartenir à l'organisation criminelle Tren de Aragua et d'avoir l'intention de les expulser en se basant sur l'Alien Enemy Act de 1798, une loi controversée et rarement utilisée qui autorise le président à expulser des étrangers en temps de guerre ou d'invasion.



LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS SUSPEND TEMPORAIREMENT L'EXPULSION DES IMMIGRANTS VERS LE SALVADOR

La Cour suprême des États-Unis a rendu samedi une décision empêchant temporairement l'administration Trump d'expulser les migrants vénézuéliens détenus par les autorités de l'immigration vers le Salvador, après que leurs avocats ont fait valoir qu'ils risquaient une expulsion imminente sans le contrôle judiciaire requis. Dans une brève décision, le tribunal a ordonné à l'administration Trump de suspendre l'expulsion des Vénézuéliens détenus au Blue Bonnet Center jusqu'à de nouvelles instructions du tribunal. Cette décision fait suite à un appel urgent déposé par l'American Civil Liberties Union, qui a averti que les autorités de l'immigration se préparaient à reprendre les expulsions sur la base de l'Alien Enemy Act de 1798. La Cour suprême avait rendu un arrêt plus tôt en avril, soulignant la nécessité de donner aux migrants la possibilité de se défendre devant les tribunaux, ainsi qu'un délai suffisant pour faire appel de leurs décisions d'expulsion avant qu'elles ne soient mises en œuvre.



UN PLAN FRANCO-BRITANNIQUE POUR ÉCHANGER DES MIGRANTS SUR LA BASE DU UN POUR UN



Londres et Paris ont commencé à discuter d'un nouveau plan d'échange de migrants entre les deux pays, dans le cadre des efforts de lutte contre le trafic d'êtres humains à travers la Manche, selon l'agence de presse allemande. Selon des informations de médias français publiées dimanche, le plan, baptisé « Un pour un », consiste à accorder à un migrant la possibilité de résider en France dans le cadre d'un programme de regroupement familial.

LA TUNISIE SOULIGNE SON REJET DE LA RÉINSTALLATION DES MIGRANTS IRRÉGULIERS



Le ministre tunisien de l'Intérieur, Khaled Nouri, a affirmé que la Tunisie n'a pas pour mission de "police" l'espace européen, expliquant que le rôle des autorités tunisiennes se limite à la protection de ses seules frontières terrestres et maritimes.

BASSE SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE MIGRANTS AU YÉMEN EN MARS

On constate une baisse significative du flux de migrants vers le Yémen, les données de la matrice de suivi des déplacements de l'OIM n'enregistrant l'arrivée que de 8 860 migrants. Ce chiffre représente une baisse significative de 31% par rapport au mois de février, qui avait accueilli 12 906 migrants. La majorité des nouveaux arrivants, soit 74 %, provenaient de Djibouti, tandis que la Somalie représentait les 26 % restants. Les 6 545 migrants arrivant de Djibouti étaient concentrés dans le district de Dhubab, dans le gouvernorat de Taiz. Le nombre total de migrants arrivés au Yémen depuis le début de l'année a atteint 37 166 migrants.



200 MIGRANTS TRANSFÉRÉS DE BENGHAZI À KOUFRA EN GUISE D'ÉTAPE PRÉPARATOIRE À LEUR EXPULSION

L'Agence de lutte contre l'immigration illégale a annoncé le transfert de 200 migrants irréguliers du refuge de Qanfouda à Benghazi vers le refuge de Kufra, en vue de leur expulsion vers leurs pays. Le bureau de presse de l'agence a déclaré que les migrants étaient de nationalités soudanaise et tchadienne, dont 47 personnes souffrant de problèmes de santé. Il a également souligné que certains d'entre eux avaient fait l'objet d'ordres d'expulsion du territoire libyen, dans le cadre de la coordination entre les branches de l'agence pour lutter contre l'immigration illégale.



L'ADMINISTRATION D'ELON MUSK OBTIENT L'AUTORISATION D'ACCÉDER À DES DONNÉES SENSIBLES LIÉES AUX IMMIGRANTS AUX ÉTATS-UNIS



Les représentants du Département de l'efficacité gouvernementale ont obtenu DOGE, présidé par le milliardaire Elon Musk, a obtenu l'accès à un système hautement sensible du ministère de la Justice américain contenant des données telles que les adresses et les dossiers de millions d'immigrants légaux et illégaux, selon des documents obtenus par le Washington Post.

IRUN, ESPAGNE : LE DERNIER POINT DE PASSAGE DES MIGRANTS AFRICAINS AVANT LA TRAVERSÉE VERS LA FRANCE

Le jeune homme descend du bus en portant un simple sac rouge et un sac en plastique. Son nom est Alo et il dit qu'il a dix-huit ans, même s'il pourrait être plus jeune. Il a parcouru plus de 5 000 kilomètres depuis son départ du Mali, en passant par les îles Canaries, Cadix, Mérida et enfin Irun à la frontière franco-espagnole. Son visage montrait des signes de fatigue, de peur et de confusion, jusqu'à ce qu'un bénévole lui assure qu'il serait hébergé dans un centre de la Croix-Rouge où il pourrait dîner et se reposer. Il a demandé innocemment : Pourquoi m'aidez-vous ? C'est gratuit ? C'est son histoire, et celle de milliers de migrants africains qui arrivent chaque année à Irun, rêvant de franchir la « dernière frontière » vers la France. Irun est la porte d'entrée vers Paris, l'Allemagne ou la Belgique. Mais il s'agit aussi d'une histoire de « répression humanitaire » cachée, qui ne reçoit pas la même attention que d'autres points de passage comme Melilla ou le détroit de Gibraltar.



SEULS 519 MIGRANTS EN PROVENANCE DE TUNISIE SONT ARRIVÉS EN ITALIE DEPUIS DÉBUT 2025

L'agence italienne Nova a rapporté que le flux de migrants irréguliers des côtes tunisiennes vers l'Italie a connu une baisse significative en 2025. L'agence a indiqué dans son rapport publié mardi que seulement 519 migrants irréguliers sont arrivés en Italie en provenance de Tunisie depuis le début de l'année jusqu'au 18 avril, contre 7.245 migrants au cours de la même période l'année dernière. Les autorités sécuritaires tunisiennes ont clairement exprimé leur engagement à lutter contre la migration irrégulière, tant des migrants tunisiens que de ceux en provenance d'Afrique subsaharienne.



PLUS DE 1.100 MIGRANTS EXPULSÉS D'ALGÉRIE ARRIVENT DANS LE NORD DU NIGER

La coordination humanitaire Alarm Phone Sahara a signalé l'arrivée d'un important groupe de 1.141 migrants irréguliers dans la ville d'Osamaka, à l'extrême nord du Niger. Dans un appel téléphonique avec EFE, Chernou Abarchi, membre de la coordination, a expliqué que ces migrants, originaires de pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie, ont été expulsés par les autorités algériennes. Ce groupe est le premier des nouveaux déportés et comprend 41 femmes et 12 enfants, selon les statistiques de la police locale d'Usamaka, qui ont été réalisées en coopération avec des organisations humanitaires travaillant dans la région.



SELON UN JOURNAL PAKISTANAIS, LA NOUVELLE VAGUE D'EXPULSIONS DANS LE PAYS VISE PRINCIPALEMENT LES MIGRANTS PAUVRES



Le journal pakistanais Express Tribune a averti que la nouvelle campagne d'expulsion des migrants sans papiers vise principalement les Afghans pauvres, en particulier les salariés journaliers, tandis que les familles aisées restent à l'abri des mesures de sécurité. Les proches de plusieurs détenus ont confirmé que la campagne se concentre sur les personnes à faibles revenus.

UN ACCORD EXCEPTIONNEL ACCORDE AUX IMMIGRANTS MAROCAINS LE DROIT DE RÉSIDER EN ESPAGNE

À la suite des inondations dévastatrices à Valence en octobre et novembre 2024, le gouvernement espagnol a pris une mesure extraordinaire que beaucoup ont considérée comme un rare moment de justice dans la politique migratoire du pays. La ministre de l'Intégration, de la Sécurité sociale et des Migrations, Ilma Saez, a annoncé qu'environ 23 000 migrants ont demandé la régularisation de leur statut juridique dans le cadre de la procédure spéciale approuvée en février dernier. Selon les données officielles, 95% des demandes ont été approuvées, soit environ 21 800 permis de séjour et de travail, changeant la vie de milliers de familles, dont la majorité sont des immigrants marocains et originaires d'Afrique subsaharienne. La décision ne se limite pas à la délivrance de nouveaux permis, mais comprend également la prolongation automatique des permis de séjour précédents, dans le but d'empêcher les personnes concernées de retourner dans les cercles de l'immigration irrégulière.

